



VILLE DE
SAINT-JEAN-
SUR-RICHELIEU

FORMULE DE DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES
DES ÉLUS MUNICIPAUX
ARTICLES 357 ET 358 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET
LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS (LRQ c. E-2.2)

Je, Marianne Lambert

domicilié(e) au, 216-104 Vanier St-Jean-sur-Richelieu
en ma qualité de membre du conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, déclare J3B 8L9
par la présente:

1. Que j'occupe l'(les) emploi(s) suivant(s) : (identifier l'(les) emploi(s) concerné(s) ainsi que l'(les) employeur(s))

- Commis de Balance chez
DJL construction à Carignan
- Accompagnatrice aux élèves au service
d'adaptation scolaire Cégep St-Jean

2. Que j'occupe le(s) poste(s) d'administrateur suivant(s) : (identifier le (les) poste(s) d'administrateur et l'(les) organisme(s) concerné(s))

Présidente conseil d'administration
Céice municipal d'habitation
de Haut-Richelieu

3. Que j'ai contracté des emprunts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, auprès de(s) personne(s) ou organisme(s) suivant(s) (à l'exception des institutions financières) : (identifier la (les) personne(s) ou organisme(s) concerné(s))

4. Que j'ai accordé des prêts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, aux personnes suivantes (à l'exception des membres de ma famille immédiate) ⁽¹⁾ :

3000.00\$ à Equipe Andriè Bouchard

5. Que je possède des intérêts pécuniaires dans la (les) personnes(s) morale(s), société(s) ou entreprise(s) suivante(s), susceptible(s) d'avoir des marchés avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ou avec tout organisme municipal dont je fais partie :

~~_____

_____~~

6. Que je possède des intérêts pécuniaires dans les immeubles suivants, lesquels sont situés sur le territoire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et/ou de la Municipalité régionale de Comté du Haut-Richelieu :

~~_____

_____~~

En foi de quoi, j'ai signé à Saint-Jean-sur-Richelieu,

Ce 29^e jour du mois de novembre 2022

Marcin Lafort
Signature

En vertu de la Loi, la déclaration ne mentionne pas les informations suivantes :

- 1°- La valeur des intérêts y énumérés;
 - 2°- Le degré de participation du membre du Conseil dans les personnes morales, sociétés ou entreprises;
 - 3°- L'existence de sommes déposées dans un établissement financier;
 - 4°- La possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.
- (1) On entend, par membre de la famille immédiate, le (la) conjoint (conjointe) du membre du Conseil municipal, un de ses enfants à charge ou un enfant à charge de son (sa) conjoint (conjointe).



AMENDEMENT À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES

Je, MADAME MARIANNE LAMBERT, domicilié(e) au 216, rue Vanier #104,
à Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, J3B 8L9, en ma qualité de membre du conseil
municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, déclare par la présente un changement à ma
déclaration d'intérêts pécuniaires, et ce, tel qu'énoncé ci-dessous :

SUJET(S) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Occupation d'un emploi
<i>(identifier l'(les) emploi(s) concerné(s)
ainsi que l'(les) employeur(s))</i> | <input type="checkbox"/> Poste d'administrateur
<i>(identifier l'(les) emploi(s) concerné(s) ainsi
que l'(les) employeur(s))</i> |
| <input type="checkbox"/> Emprunt(s) d'un solde
<i>(identifier la (les) personne(s) ou
organisme(s) concerné(s))</i> | <input checked="" type="checkbox"/> Accorder un prêt à autrui
<i>(à l'exception des membres de ma famille
immédiate)</i> |
| <input type="checkbox"/> Possession des intérêts pécuniaires
d'autrui | <input type="checkbox"/> Vente d'un immeuble
<i>(identifier l'adresse civique)</i> |
| <input type="checkbox"/> Acquisition d'un immeuble
<i>(identifier l'adresse civique)</i> | <input type="checkbox"/> Offre d'achat accepté pour
un/des immeuble(s)
<i>(identifier l'adresse civique)</i> |

Modification(s) :

Prêt au parti politique, Équipe Andrée Bouchard

En foi de quoi, j'ai signé à Saint-Jean-sur-Richelieu, en date du 12/01/2202.

Marianne Lambert

Signature

En vertu de la Loi, la déclaration ne mentionne pas les informations suivantes :

- 1- La valeur des intérêts y énumérés;
- 2- Le degré de participation du membre du Conseil dans les personnes morales, sociétés ou entreprises;
- 3- L'existence de sommes déposées dans un établissement financier;
- 4- La possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.

RÉINITIALISER

ENVOYER